

Bruxelles, 2 février 2009

Sommet International sur l'Alimentation à Madrid:

Il est temps de changer la politique agricole européenne pour le bien du Nord et du Sud

La crise agricole mondiale a également touché l'Europe- il est l'heure de changer la politique agricole européenne en faveur d'une agriculture paysanne et d'un monde rural vivant.

Tandis que la crise des prix alimentaires affecte les populations du monde entier, en Europe, chaque minute, trois fermes disparaissent.

Les propositions de la Banque Mondiale, du G8, des multinationales telles Monsanto, et des fondations internationales ainsi que la Conférence de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire à Madrid ont mis l'accent sur les profits d'une crise désespérante qui affecte plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Le contenu de leurs propositions pour l'Afrique est une « révolution verte » qui ne constitue qu'une tentative par les multinationales d'augmenter leur chiffre d'affaire en vendant plus de fertilisants et de semences. Lors de la réunion à Madrid, ces entreprises ont clairement confirmé qu'il en va de leur responsabilité de réaliser du profit pour leurs actionnaires dont aucun n'est petit paysan du Sud.

Lidia Senra, représentante du Sindicato Labrego Galego et membre de la Coordination Européenne Via Campesina souligne que « la révolution verte a échoué en Europe, avec la disparition des petites fermes et du monde rural, que la solution proposée par la Commission Européenne pour les paysans du Sud est comparable à la libéralisation des marchés sur laquelle est basée la politique agricole européenne ». Elle ajoute : « la décision de rétablir le système de restitutions à l'exportation pour le lait en Europe constitue un exemple clair que les intentions de la Commission Européenne vont totalement à l'encontre du soutien aux paysans du Sud. Les restitutions à l'exportation bénéficient principalement à l'industrie laitière, renforcent le dumping européen dans les pays du Sud et obligent les petites producteurs de lait européens à vendre à des prix de plus en plus bas, et parfois inférieurs aux coûts de production ».

Des décennies de dérégulation mondiale des marchés ont mené à la crise actuelle. De la même manière, en Europe, la PAC a encouragé l'agriculture industrielle et a favorisé le dumping alimentaire dans d'autres pays à des prix inférieurs aux coûts de production, obligeant ainsi certains pays à devenir des importateurs net d'aliments de base et les paysans à quitter la campagne pour les quartiers défavorisés des grandes villes.

- Il nous faut une politique publique agricole basée sur le contrôle de la production, la régulation des marchés et des stocks, indispensables à la sécurité alimentaire et une stabilité des revenus pour les paysannes et les paysans. Les Etats reconnaissent maintenant la nécessité de réguler les banques, il en va de même pour les marchés agricoles.
- Seule une agriculture paysanne durable, sociale, nourricière garantira la sécurité alimentaire au monde.
- Une agriculture paysanne, couplée à une volonté politique de relocaliser la production et de prioriser le commerce local et régional, peuvent aider à refroidir la planète, protéger la fertilité des sols et la biodiversité.
- La souveraineté alimentaire est un thème incontournable au Nord comme au Sud.

Contacts :

Lidia Senra (ES): +34609845861

Rene Louail (FR) : +33 672848792

Marit Jordal (EN): +4738341080